

ETHAN BERREBI / 09 SEPTEMBRE 2026

Entreprendre. Protéger. Exécuter.

Programme présidentiel fictif

Une ligne de droite, libérale sur l'économie, ferme sur la sécurité et l'immigration, attachée à la souveraineté.

18 PILIERS / 72 PROPOSITIONS

Mesure phare : Investir en France, désendetter la France. Attirer des investisseurs étrangers et français pour développer la production et contribuer au redressement des comptes. Dossier pages 25-26.

Le projet

Donner plus de liberté à ceux qui travaillent et entreprennent ; concentrer l'action publique sur la protection, la transmission et l'exécution ; rendre visibles les résultats et les coûts.

Statut du document

Version de travail construite à partir de ton tableau et de ta précision sur ton orientation politique. Ce document appartient à ton projet de fiction. Il ne constitue ni une candidature officielle ni un programme national intégralement chiffré.

Les propositions, délais et plafonds de pilotes sont des choix de rédaction. Les faits et contraintes documentés sont référencés. Toute modification importante de ton idée de départ est indiquée.

LA LIGNE

Une droite de l'initiative et de l'autorité

1. Libérer le travail et l'entreprise

Réduire les obstacles administratifs, rendre les prélèvements plus prévisibles et concentrer les aides sur l'embauche, les compétences et l'investissement. Les baisses générales d'impôts restent conditionnées à leur financement.

2. Assumer la fermeté régaliennne

Refuser que les délinquants imposent leur loi. Protéger les victimes, faire récupérer les logements squattés et exécuter les peines pour les crimes graves ; soutenir la police et contrôler davantage l'immigration. La fermeté repose sur des règles applicables et des moyens, pas sur une promesse de pouvoir sans limites.

3. Récompenser l'effort en donnant accès aux moyens

Mettre l'expérience, l'autonomie et la prise d'initiative au premier plan. Traiter les obstacles concrets qui empêchent de rejoindre une formation, un emploi ou un logement ; ne pas assimiler handicap, précarité ou chômage à un manque de volonté.

4. Recentrer l'État sur ses résultats

Auditer les doublons, simplifier les démarches et demander des comptes. L'objectif est de protéger les missions essentielles et de réduire les tâches inutiles. Privatiser ne constitue pas en soi une preuve d'économie ou d'efficacité.

5. Construire une souveraineté pratique

Attirer les capitaux étrangers et français vers nos capacités productives, tout en protégeant les actifs stratégiques. Faire du désendettement une priorité : recettes nettes vérifiées, dépenses maîtrisées et trajectoire publique. Aucun investisseur ne fait disparaître une dette par sa seule arrivée.

FORMULATION CENTRALE

« Plus de liberté pour agir. Plus d'autorité pour protéger. Plus de comptes à rendre. »

Les ajouts les plus importants concernent l'écologie, les transports, la culture et la mise en œuvre. Ils sont des propositions de complément, et non des positions déjà exprimées dans ton tableau.

FIDÉLITÉ AU TABLEAU / 1

Ce que je garde, ce que je reformule

Ton point de départ	Version développée et raison
Baisser les charges et la TVA	Conserver la baisse ciblée ; vérifier le gain net et compenser les ressources sociales. La TVA alimentaire est déjà souvent réduite.
Baisser tous les impôts des sociétés	Prioriser PME, embauche et investissement. Scénario de baisse générale de l'IS à étudier, sans financement prétendument acquis.
Quota de stagiaires ou alternants	Renforcer la formation en entreprise avec tutorat ; distinguer emploi, alternance et stage. Pas de main-d'œuvre gratuite imposée.
Supprimer trois quarts des fonctionnaires	Écarter le pourcentage sans audit. Réduire tâches et doublons, redéployer, puis décider des effectifs selon les missions.
Impôt peu lié à ce que chacun gagne	Proposer prévisibilité et limites de taux ; conserver l'examen de la capacité contributive et des effets redistributifs.
École centrée sur les passions	Compléter le socle commun par des parcours et projets. Ne pas enfermer les élèves dans un choix précoce ni retirer les fondamentaux.
Majorité d'hôpitaux privés	Remplacer la bascule générale par des coopérations sous conditions et évaluées. Financer les missions complexes et non rentables.

Ces reformulations ne prétendent pas être tes décisions finales. Elles rendent les objectifs compatibles entre eux et explicitent les conditions nécessaires.

FIDÉLITÉ AU TABLEAU / 2

Une orientation ferme, des moyens précis

Ton point de départ	Version développée et raison
Remplacer la retraite par la capitalisation	Construire un complément progressif. Les pensions existantes et le coût de transition restent à financer.
Aider d'abord les Français	Recentrer sur besoins, éligibilité légale et contrôle. Une préférence générale exige une analyse juridique et ne finance pas à elle seule le programme.
Privatiser la justice	Écarter la privatisation du jugement pénal. Moderniser greffes, outils et délais sans quotas de condamnation.
Envoyer l'armée si nécessaire	Maintenir une possibilité d'appui strictement encadré ; renforcer d'abord les forces de sécurité et l'enquête.
Contrôler l'immigration et exiger l'intégration	Conserver cette priorité. Distinguer voies d'entrée, statut individuel, asile, maîtrise du français et respect des règles.
Le lieu ne détermine rien	Conserver la volonté d'autonomie ; corriger la négation des obstacles territoriaux documentés et agir sur la mobilité.
Faire passer les lois directement	Conserver un calendrier resserré et l'obligation de résultat. Respecter vote parlementaire, justice et recours.
Produire moins cher ici et exporter davantage	Travailler coûts, volumes et filières. Ni prix agricoles durablement comprimés ni nouveaux marchés étrangers garantis.

PARCOURS DE LECTURE

Les 18 dossiers du programme

- 01 Pouvoir d'achat et coût de la vie / page 6
- 02 Économie, entreprises et industrie / page 7
- 03 Travail, expérience et emploi / page 8
- 04 Impôts, dépenses et administration / page 9
- 05 École, talents et enseignement supérieur / page 10
- 06 Jeunesse et autonomie / page 11
- 07 Santé, hôpital et accès aux soins / page 12
- 08 Retraites, solidarité et famille / page 13
- 09 Logement et loyers / page 14
- 10 Sécurité, justice et exécution des peines / page 15
- 11 Immigration, asile et intégration / page 16
- 12 Écologie, énergie et ressources / page 17
- 13 Agriculture et alimentation / page 18
- 14 Transports, territoires et mobilité / page 19
- 15 Numérique, médias et intelligence artificielle / page 20
- 16 Institutions, autorité et libertés / page 21
- 17 Culture, sport et vie associative / page 22
- 18 Europe, diplomatie et défense / page 23

Après les dossiers

Page 24 : victimes, squat et crimes graves. Pages 25-26 : mesure phare investissement et dette. Page 27 : exécution. Page 28 : financement. Page 29 : pilotes. Pages 30-31 : formules fortes. Pages 32-35 : sources.

Pouvoir d'achat et coût de la vie

Ton intention. Baisser les charges pour augmenter les salaires ; alléger la TVA sur les besoins essentiels et laisser davantage de place aux loisirs.

Choix de rédaction. Objectif conservé. Allégements ciblés plutôt que suppression générale. Une baisse de cotisations patronales ne devient pas automatiquement une hausse du net ; la compensation sociale doit être financée.

01. Une hausse de salaire qui arrive vraiment sur la fiche de paie

Proposer un allègement temporaire sur une fraction des augmentations durables des salaires modestes et intermédiaires. Contrôler la hausse du salaire de base, exclure les substitutions de primes et publier le coût par euro de net supplémentaire. Une loi de financement fixe plafond, durée et compensation.

02. Un panier essentiel clairement défini

Étudier une baisse de TVA sur une liste courte de produits alimentaires et d'hygiène éligibles. Beaucoup d'aliments sont déjà à 5,5 % : ne pas annoncer une baisse depuis 20 %. Observer les prix avant/après et interrompre le dispositif si le bénéfice reste principalement dans les marges.

03. Une aide aux trajets indispensables

Préférer à une TVA réduite générale sur l'essence une aide plafonnée aux trajets domicile-travail sans alternative réaliste, sous conditions de ressources. Ouvrir le même soutien au covoiturage et aux transports disponibles. Le cadre européen de TVA limite la piste carburant.

04. Le vrai prix dès le début

Renforcer les contrôles des frais obligatoires ajoutés tardivement lors d'un achat et la lisibilité des abonnements. Publier des comparaisons de prix à produit constant ; faciliter l'orientation vers les dispositifs de résiliation et de médiation existants plutôt que créer un nouveau guichet.

Application. Économie, Travail et Parlement. Cadrage sous 100 jours ; volet fiscal au budget suivant ; bilan après 12 mois. L'aide mobilité relève d'une enveloppe votée.

Arbitrage. Une baisse de TVA peut être incomplètement répercutée. Le report de consommation vers les loisirs ne garantit pas le remboursement de la dépense fiscale : aucune recette hypothétique n'est précomptée.

À mesurer. Gain net médian, prix du panier, coût public par bénéficiaire et part effectivement reçue par les ménages.

« Je veux que les baisses de charges finissent sur la fiche de paie. »

Repères : [S02] · [S03] · [S04] - détails et limites en fin de document.

Économie, entreprises et industrie

Ton intention. Baisser les impôts des entreprises, faciliter l'embauche, soutenir les startups et ouvrir davantage de marchés internationaux.

Choix de rédaction. Orientation favorable à l'entreprise conservée. Priorité à l'investissement et aux premières embauches. La baisse générale de l'IS reste un scénario à chiffrer, pas une dépense déjà financée.

05. Un impôt plus lisible et plus stable

Présenter une trajectoire fiscale pluriannuelle et étudier un élargissement ciblé de la tranche réduite des PME avant toute baisse générale. Le taux normal de référence est de 25 %, avec un taux réduit de 15 % sous conditions : l'effet dépend du bénéfice imposable, pas du chiffre d'affaires.

06. Le premier salarié sans parcours administratif interminable

Regrouper les démarches et modèles nécessaires à la première embauche dans les services existants. Proposer un interlocuteur temporaire et une vérification des obligations. Une aide éventuelle dépend du maintien du poste ; aucune exonération permanente sans financement de la protection sociale.

07. L'État premier client, pas seulement distributeur de subventions

Ouvrir de petits marchés de démonstration aux solutions innovantes, avec concurrence, critères publiés et paiement par étape. Une startup doit prouver un usage dans un service public ; un prototype retenu ne garantit ni marché national ni label de supériorité.

08. Exporter sans dépendre d'un seul pays

Renforcer l'accompagnement pratique : homologation, propriété intellectuelle, traduction et identification d'acheteurs. Diversifier vers l'Asie, l'Europe et d'autres marchés selon les filières. Les accords commerciaux se négocient au niveau européen ; les transferts sensibles et dépendances stratégiques restent examinés.

Application. Économie, opérateurs d'accompagnement et acheteurs publics. Guichet amélioré en 6 mois ; marchés pilotes en 12 mois ; concertation européenne pour les aides concernées.

Arbitrage. Une aide peut financer un projet qui aurait existé sans elle. Prévoir concurrence, plafonds, contrôle des bénéficiaires et arrêt des dispositifs sans effet additionnel.

À mesurer. Premières embauches durables, délais de paiement, investissements supplémentaires et clients export récurrents.

« Une startup a parfois davantage besoin d'un client que d'un concours de pitch. »

Repères : [S02] · [S12] - détails et limites en fin de document.

Travail, expérience et emploi

Ton intention. Donner plus de place à l'expérience qu'au diplôme, développer alternance et stages, encourager l'effort et la découverte des métiers.

Choix de rédaction. Priorité à l'expérience conservée. Le stage ne remplace pas un emploi ; des obligations uniformes seraient difficiles pour les petites structures. La motivation compte sans suffire à supprimer tous les obstacles.

09. Un recrutement par preuve de compétence

Dans les recrutements publics non réglementés et les entreprises volontaires, expérimenter une première sélection par exercice court et portfolio. Ne pas retirer les diplômes obligatoires des professions réglementées. Évaluer les biais de l'exercice et rémunérer les mises en situation lorsqu'elles produisent un travail exploitable.

10. Un contrat d'apprentissage qui forme vraiment

Renforcer les objectifs de formation et de tutorat des grandes entreprises dans les dispositifs existants. Pour les PME, mutualiser les tuteurs et les places avec les branches. Contrôler le contenu pédagogique et la continuité des contrats plutôt que fixer un quota identique pour toute entreprise.

11. Des immersions pour choisir avant de s'engager

Développer des périodes courtes de découverte encadrées via les acteurs de l'emploi, sans travail gratuit déguisé. Chaque immersion a un objectif, un référent et un bilan. Prévoir transport, accessibilité et garde d'enfants lorsque ces contraintes empêchent la participation.

12. Une reconversion construite avec les employeurs

Financer des formations reliées à des besoins vérifiés et à des perspectives de recrutement, avec compétences transférables. Publier la poursuite d'emploi à 6 et 12 mois. Éviter les formations vendues uniquement sur une promesse d'emploi non documentée.

Application. Travail, branches, régions et acteurs de l'emploi. Pilotes sur 12 mois ; modification législative seulement là où nécessaire. Les plafonds et obligations des stages restent respectés.

Arbitrage. Une politique du mérite devient contre-productive si elle confond absence d'emploi et manque d'effort. Traiter aussi les contraintes de santé, de mobilité et de qualification.

À mesurer. Emplois à 6 mois, ruptures d'alternance, progression des compétences et satisfaction des tuteurs/apprenants.

« Montre ce que tu sais faire, pas seulement le nom de ton école. »

Repères : [S05] · [S06] · [S10] - détails et limites en fin de document.

Impôts, dépenses et administration

Ton intention. Limiter la pression fiscale, auditer les comptes publics et concentrer l'argent sur santé, école et services essentiels ; supprimer massivement les postes jugés inutiles.

Choix de rédaction. Objectif d'efficacité conservé ; suppression de trois quarts des fonctionnaires écartée faute de diagnostic. Définir les missions à simplifier avant les postes : tous les agents publics ne font pas de bureaucratie.

13. Un audit qui aboutit à des décisions

Compléter les contrôles existants par une revue transversale des doublons, achats, formulaires et aides. Associer agents de terrain et usagers ; publier mission, coût complet, utilité et scénario. Ne comptabiliser une économie qu'après décision, coût de transition et effet sur le service.

14. Un budget citoyen lisible

Ajouter au budget une présentation claire des dépenses par mission et de leur évolution, avec distinction entre stock de dette et dépenses annuelles. Permettre à chacun de relier ses prélèvements aux grandes fonctions collectives, sans prétendre tracer individuellement chaque euro payé.

15. Moins de tâches inutiles, davantage de présence utile

Supprimer d'abord les demandes répétées de pièces, circuits de signature sans valeur et achats redondants. Redéployer et former les agents avant les suppressions ciblées de postes support. Maintenir une voie humaine pour les démarches complexes et les personnes éloignées du numérique.

16. Un impôt prévisible qui tient compte des capacités

Étudier des taux marginaux maximaux et une simplification du barème à recettes et distribution explicites. Ne pas créer un montant d'impôt identique pour tous. Un revenu élevé ne prouve pas à lui seul une création d'emplois ; l'investissement se soutient par des mécanismes identifiables.

Application. Gouvernement et Parlement, avec contrôles indépendants. Audit ciblé en 6 mois ; trajectoire budgétaire annuelle. Les réformes de prélèvements passent par les textes appropriés.

Arbitrage. Les économies administratives arrivent avec délais, reconversions et investissements. Elles ne peuvent financer immédiatement toutes les baisses d'impôts du programme.

À mesurer. Temps usager gagné, économies nettes réalisées, qualité du service et incidence fiscale par niveau de revenu.

« Je veux supprimer des formulaires avant de supprimer des soignants. »

Repères : [S01] · [S14] - détails et limites en fin de document.

École, talents et enseignement supérieur

Ton intention. Personnaliser les parcours, valoriser les passions et former à l'IA plutôt que noter tous les élèves de la même façon.

Choix de rédaction. Personnalisation conservée, avec un socle commun solide. Les passions ne doivent pas enfermer trop tôt un élève ; la transformation des métiers par l'IA est incertaine dans son ampleur et son calendrier.

17. Un socle commun et de vrais espaces de spécialisation

Conserver lecture, écriture, mathématiques, sciences et culture civique. Expérimenter des ateliers choisis en arts, technique, sport ou création de projet, avec possibilité de changer. Les heures, enseignants et locaux nécessaires doivent être prévus, pas ajoutés gratuitement au travail existant.

18. Évaluer aussi ce que l'élève sait réaliser

Compléter les notes par des compétences explicites, projets, présentations orales et progrès observés. Tester dans des établissements volontaires avec comparaison indépendante. Maintenir des repères communs pour ne pas rendre l'orientation opaque ou dépendante du seul jugement local.

19. Apprendre à utiliser et vérifier l'IA

Renforcer le cadre déjà publié en 2025 : vérification des sources, erreurs, données personnelles et usages autorisés. Former d'abord les enseignants. Alternier travaux sans IA et travaux où l'élève documente ce qu'il a demandé à l'outil et contrôlé lui-même.

20. Apprendre les compétences de la vie quotidienne

Introduire dans des enseignements existants des exercices sur budget, contrat, démarches, expression orale et coopération. Inviter des professionnels aux profils variés ; aucun prestataire ne transforme ces séances en publicité pour sa formation ou son produit.

Application. Éducation nationale, équipes pédagogiques, collectivités et supérieur. Préparation et formation une année ; expérimentation sur deux rentrées avant extension.

Arbitrage. Personnaliser demande du temps enseignant. Ne pas supprimer les fondamentaux pour financer les ateliers ; mesurer apprentissages et inégalités avant généralisation.

À mesurer. Maîtrise du socle, engagement, orientation choisie et capacité à vérifier une réponse d'IA.

« Savoir parler à une IA ne dispense pas de savoir quand elle raconte n'importe quoi. »

Repères : [S07] - détails et limites en fin de document.

Jeunesse et autonomie

Ton intention. Encourager les premiers emplois et les projets, accepter l'échec, mobiliser des logements pour les étudiants précaires.

Choix de rédaction. Ambition et droit à essayer conservés. Entreprendre reste un choix ; repos, loisirs et salariat ne sont pas des échecs. L'aide doit aussi atteindre ceux qui n'ont ni réseau ni soutien familial.

21. Un premier projet accompagné

Proposer aux 18-25 ans volontaires un parcours court de test : problème, budget, prototype et bilan. Une petite bourse sur sélection transparente finance du matériel ou un essai, pas un revenu garanti. Permettre des projets entrepreneuriaux, associatifs, scientifiques ou culturels.

22. Une première expérience sans tourner en rond

Relier les aides à la première embauche à un poste réel, un tuteur et une progression. Prévoir un accès pour les jeunes sortis des études comme pour les diplômés. Le dispositif ne crée pas une obligation d'embaucher selon l'âge dans toutes les entreprises.

23. Des bâtiments publics inutilisés vers le logement

Recenser les locaux réellement vacants et transformables à proximité des études et de l'emploi. Évaluer sécurité, travaux, transport et exploitation avec les collectivités et organismes étudiants. Ne pas annoncer qu'un bureau vide devient immédiatement une chambre habitable.

24. Un deuxième essai sans stigmatisation

Accompagner la fermeture propre d'un projet, le bilan des compétences et la reprise d'études ou d'emploi. Orienter vers l'aide psychologique si nécessaire. Le droit d'essayer ne signifie ni effacement automatique de toutes les dettes ni absence de responsabilité envers ses clients.

Application. Jeunesse, enseignement supérieur, emploi et collectivités. Parcours pilote en 6 mois ; transformations immobilières sur 18-36 mois selon les sites.

Arbitrage. Une bourse peut favoriser les meilleurs dossiers plutôt que les meilleures idées. Réserver un accompagnement à la candidature et publier les critères de sélection.

À mesurer. Projets effectivement testés, compétences acquises, accès des jeunes précaires et chambres réellement ouvertes.

« Le droit d'essayer ne devrait pas dépendre de l'argent de tes parents. »

Complément proposé : objectifs et modalités à expertiser, sans résultat annoncé comme acquis.

Santé, hôpital et accès aux soins

Ton intention. Attirer les soignants, moderniser le matériel et développer des hôpitaux privés avec remboursement public.

Choix de rédaction. Ouverture au privé conservée comme outil, pas comme garantie d'efficacité. La privatisation de la majorité des hôpitaux est remplacée par des coopérations évaluées, sans sélection des seuls patients rentables.

25. Des équipes avant des machines supplémentaires

Identifier les services où une meilleure organisation, des assistants et la fidélisation des soignants peuvent améliorer l'accès. Financer aussi maintenance et fonctionnement des équipements. Un matériel de pointe sans équipe formée ne constitue pas une capacité de soins disponible.

26. Des contrats public-privé sur des besoins précis

Tester des coopérations pour réduire une attente identifiée, avec conditions de qualité, accueil, tarifs et continuité des soins. Comparer les résultats à gravité des patients comparable. Les missions d'urgence, d'enseignement et de soins complexes doivent disposer d'un financement explicite.

27. Une orientation plus simple vers un soignant

Organiser des équipes coordonnées de proximité, des permanences et un accompagnement administratif. Améliorer l'accès à distance quand il est pertinent, sans le substituer aux examens nécessaires. L'installation dans les zones peu desservies doit inclure conditions d'exercice, logement et réseau professionnel.

28. La santé mentale dans le parcours ordinaire

Développer repérage, orientation et accès à des professionnels qualifiés, notamment autour des études et du travail. Financer des capacités réelles avant d'annoncer un rendez-vous garanti. Suivre les délais, la continuité et la qualité de la prise en charge, pas le nombre brut d'actes.

Application. Santé, Assurance maladie, agences régionales et professionnels. Diagnostic de capacité en 6 mois ; contrats pilotes et recrutements sur 12-24 mois.

Arbitrage. Le statut privé ne supprime ni pénurie de personnel ni coût collectif. Maintenir accessibilité financière, contrôles de qualité et obligations comparables selon les missions.

À mesurer. Délais ajustés au besoin, continuité des soins, reste à charge et fidélisation des équipes.

« Un hôpital performant, c'est d'abord un patient pris en charge. »

Repères : [S08] - détails et limites en fin de document.

Retraites, solidarité et famille

Ton intention. Développer une retraite capitalisée, responsabiliser l'épargne et réserver davantage de moyens aux personnes pauvres en France.

Choix de rédaction. Capitalisation retenue comme complément progressif. Remplacement immédiat de la répartition écarté : il faut encore payer les pensions existantes. La solidarité ne disparaît pas pour ceux qui ne peuvent épargner.

29. Une épargne retraite complémentaire accessible

Étudier un mécanisme collectif à frais encadrés, portable entre employeurs, avec information claire sur le risque et supervision. Prévoir une participation progressive et des modalités de sortie définies. Aucun rendement n'est garanti ; les placements ne servent pas à financer arbitrairement une entreprise favorisée.

30. Préserver la transition et les petites pensions

Maintenir le paiement des droits acquis et chiffrer la transition avant tout déplacement de cotisations. Prévoir une protection minimale et des périodes reconnues pour maladie, handicap ou aide à un proche. Une éventuelle contribution publique à l'épargne doit être budgétée séparément.

31. Apprendre l'épargne sans vendre du rêve

Faire connaître budget, intérêts, inflation, diversification, frais et arnaques au travers de ressources indépendantes. Distinguer épargne de précaution et retraite. L'État n'oriente pas les jeunes vers des actifs spéculatifs ou des influenceurs rémunérés à la vente.

32. Une solidarité concentrée sur les besoins réels

Simplifier l'accès aux droits, lutter contre fraude et non-recours, soutenir garde d'enfants, handicap et aidants. Toute modification des conditions de résidence ou d'éligibilité fait l'objet d'un examen juridique précis ; une exclusion générale des étrangers ne constitue pas une économie disponible dans ce programme.

Application. Affaires sociales, partenaires sociaux, régulateurs et Parlement. Étude de transition sur 12 mois ; déploiement progressif pluriannuel seulement après vote et financement.

Arbitrage. Pendant la transition, les actifs peuvent devoir financer les retraités et leur propre épargne. Baisser les cotisations tout en créant cette épargne accentuerait le besoin de financement.

À mesurer. Couverture, frais, effort d'épargne supportable, petites pensions et équilibre du financement transitoire.

« Préparer sa retraite ne doit pas devenir un deuxième loyer. »

Repères : [S09] · [S15] - détails et limites en fin de document.

Logement et loyers

Ton intention. Faire baisser des loyers jugés excessifs, notamment à Paris.

Choix de rédaction. Objectif de logement abordable conservé. Pas de baisse générale décrétée sans effet sur l'offre : combiner application des règles existantes, construction, transformation et sécurisation des locations.

33. Un loyer vérifiable avant de signer

Améliorer l'information sur les références applicables dans les communes concernées, les compléments et les voies de contestation. Faciliter les signalements et contrôles. Un simulateur informe ; il ne remplace pas l'examen d'une situation particulière ou la décision de l'autorité compétente.

34. Construire là où les besoins sont démontrés

Contractualiser avec les collectivités sur des projets proches des transports, études et emplois. Débloquer les dossiers incomplets avec une équipe dédiée ; conserver les exigences de sécurité et environnementales. Publier logements livrés, délais et prix, pas seulement les permis annoncés.

35. Remettre des surfaces utilisables sur le marché

Évaluer transformations de bureaux et remises en état de logements vacants. Conditionner l'aide publique à une durée de location et à un loyer convenu. Vérifier le coût par logement, le bilan énergétique et l'effet sur le quartier avant de généraliser.

36. Sécuriser les deux côtés du bail

Rendre plus lisibles les garanties et accélérer la résolution des impayés et litiges avec garanties procédurales. Aider les ménages confrontés à un accident de parcours et agir contre les logements indignes. Le propriétaire ne reçoit pas une garantie illimitée sans contrepartie.

Application. Logement, collectivités, bailleurs et organismes compétents. Information et contrôle en 6-12 mois ; nouvelles surfaces sur plusieurs années.

Arbitrage. Un plafonnement mal conçu peut retirer des logements de la location. Une aide sans condition peut monter dans les prix. Évaluer simultanément accessibilité et volume d'offre.

À mesurer. Taux d'effort logement, loyers comparables, disponibilité et logements livrés plutôt qu'annoncés.

« Le prix d'une chambre ne devrait pas décider de tes études. »

Repères : [S11] - détails et limites en fin de document.

PILIER 10 / PROPOSITIONS 37-40

Sécurité, justice et exécution des peines

Ton intention. Accélérer la justice, exécuter réellement les peines, soutenir la police et envisager l'armée dans les situations les plus difficiles.

Choix de rédaction. Fermeté et autorité confirmées selon ta précision. La justice pénale reste indépendante et publique ; la privatisation est remplacée par une modernisation de son organisation et de ses moyens.

37. Une justice plus rapide, sans quotas de condamnation

Renforcer greffes, assistants, outils et programmation des audiences dans les juridictions engorgées. Trier les urgences selon des critères publics. Suivre les délais et les décisions effectivement exécutées ; ne rémunérer personne au nombre de condamnations et ne supprimer ni défense ni voies de recours.

38. Des peines exécutées selon la décision judiciaire

Améliorer la coordination entre juridictions, administration pénitentiaire et services de suivi. Programmer des capacités adaptées et des alternatives contrôlées lorsqu'elles sont décidées par le juge. La fermeté concerne l'exécution effective, pas une promesse de prison automatique pour toute infraction.

39. Une présence durable face aux trafics

Donner aux policiers et gendarmes du temps d'enquête, des équipements et un appui judiciaire adaptés. Associer lutte contre blanchiment, saisies légalement prononcées et protection des habitants. Évaluer les résultats dans la durée ; les opérations médiatiques seules ne remplacent pas l'enquête.

40. Protéger les victimes et réserver l'armée à ses missions

Renforcer accueil, mise en sécurité et suivi des victimes, notamment de violences intrafamiliales et sexuelles. Les armées peuvent apporter un appui encadré dans les situations prévues par le droit ; elles ne remplacent pas la police ordinaire ni les services d'enquête.

Application. Justice, Intérieur et Parlement. Renforts organisationnels sous 12 mois ; formation et capacités immobilières sur plusieurs années. Indépendance des juges maintenue.

Arbitrage. Aller vite peut dégrader une procédure et provoquer son annulation. Le nombre d'interpellations seul ne mesure pas la sécurité ; exécution, qualité et protection doivent être suivies ensemble.

À mesurer. Délais médians, stock d'affaires anciennes, exécution des décisions et sécurité des victimes.

« Une peine décidée doit être une peine exécutée. »

Repères : [S01] · [S13] - détails et limites en fin de document.

Immigration, asile et intégration

Ton intention. Contrôler davantage les entrées et l'immigration irrégulière ; demander l'adhésion à une identité commune et aux règles françaises.

Choix de rédaction. Orientation restrictive et exigence d'intégration conservées. Distinguer situations régulières, irrégulières et protection au titre de l'asile. Les décisions portent sur des statuts et des faits individuels, pas sur une origine.

41. Un pilotage annuel lisible des admissions

Proposer un débat et des objectifs indicatifs par voie d'immigration, notamment professionnelle, avec besoins documentés et contrôle des titres. Distinguer ces orientations des droits et obligations qui ne se réduisent pas à un quota national. Publier admissions, délais et décisions par catégorie.

42. Réduire les délais pour appliquer les décisions

Renforcer instruction, identification et coordination administrative. Après examen individuel et recours applicables, travailler à l'exécution des décisions d'éloignement exécutoires, avec les pays concernés. Aucun objectif chiffré ne doit conduire à contourner une protection contre un renvoi dangereux ou une décision de justice.

43. Un contrat d'intégration exigeant et accessible

Renforcer apprentissage du français, connaissance des institutions, égalité femmes-hommes, laïcité et respect des lois. Prévoir des cours effectivement disponibles et des adaptations justifiées. Les conséquences d'un manquement seraient proportionnées, prévues par les textes et soumises à un examen individuel.

44. Combattre aussi les filières et les employeurs exploités

Prioriser les enquêtes sur passeurs, faux documents et travail dissimulé. Sanctionner les employeurs responsables selon les procédures applicables ; mieux contrôler les recrutements. Une politique ferme perd sa cohérence si elle ignore les acteurs qui tirent profit de l'irrégularité.

Application. Intérieur, Affaires étrangères, Travail et Parlement ; coopération européenne. Modernisation dès la première année ; négociations dépendantes des partenaires.

Arbitrage. Les moyens administratifs et les accords consulaires limitent l'exécution. Le programme ne promet ni zéro immigration ni suppression générale du droit d'asile ou des protections fondamentales.

À mesurer. Délais par procédure, exécution des décisions exécutoires, progression linguistique et démantèlement des filières.

« Des règles claires, des décisions plus rapides et une intégration exigeante. »

Repères : [S01] · [S15] - détails et limites en fin de document.

Écologie, énergie et ressources

Ton intention. Aucune mesure définie dans ton tableau.

Choix de rédaction. Ajout proposé, cohérent avec ta ligne : sécurité énergétique, maîtrise des factures, innovation et adaptation. Ce chapitre n'est pas présenté comme une opinion que tu avais déjà formulée.

45. Une énergie fiable pour produire en France

Soutenir un mix bas carbone associant nucléaire, renouvelables pertinents, réseaux et flexibilités. Prioriser sûreté, maintenance et capacités utiles à l'industrie. Ne pas annoncer une centrale livrée pendant les cent premiers jours ; les calendriers et financements industriels sont pluriannuels.

46. La facture et l'efficacité au centre de la rénovation

Mieux cibler les aides sur les logements où les travaux sont utiles et réalisables. Vérifier les professionnels, simplifier les parcours et contrôler les travaux livrés. Suivre les consommations corrigées des conditions d'usage plutôt que promettre une économie identique à chaque ménage.

47. L'eau avant les opérations d'affichage

Prioriser les fuites, la modernisation des réseaux, la réutilisation adaptée et la protection des ressources avec les collectivités. Publier les travaux et résultats par bassin. L'eau économisée et les capacités d'entretien doivent compter davantage que le nombre de plans annoncés.

48. Produire proprement sans exporter nos contraintes

Accompagner les procédés industriels et agricoles qui réduisent pollutions et consommation de ressources. Défendre au niveau européen des exigences de concurrence comparables. Protéger biodiversité et sols avec des critères clairs ; accélération ne signifie pas suppression automatique des évaluations nécessaires.

Application. Énergie, Écologie, collectivités, régulateurs et industriels. Mesures d'entretien dès la première année ; infrastructures sur un horizon plus long.

Arbitrage. Une énergie abondante et une facture basse demandent aussi réseaux, investissement et maîtrise de la demande. Aucun tarif universel artificiellement bas n'est financé ici.

À mesurer. Fiabilité, facture, consommations évitées, pertes d'eau et pollution mesurée.

« Ma première opération écologique : réparer ce qui fuit. »

Complément proposé : objectifs et modalités à expertiser, sans résultat annoncé comme acquis.

PILIER 13 / PROPOSITIONS 49-52

Agriculture et alimentation

Ton intention. Exporter davantage les produits français tout en les rendant moins chers en France.

Choix de rédaction. Double objectif conservé, mais le prix payé au producteur ne peut servir de variable d'ajustement. Réduire les coûts et les pertes, pas imposer de vendre durablement à perte.

49. Une rémunération lisible dans les filières

Renforcer la transparence des coûts et l'application des règles commerciales pertinentes. Faciliter des contrats plus prévisibles et la médiation. Examiner les rapports de force par filière ; une seule formule de prix ne convient pas à toutes les productions et saisons.

50. Des coûts collectifs plus faibles

Aider les projets mutualisés de stockage, transformation, logistique et sobriété en eau ou énergie lorsqu'ils démontrent un gain. Conditionner les aides à l'usage réel des équipements et à la viabilité du projet. Éviter de subventionner des installations inutilisées.

51. Des débouchés français et internationaux

Organiser l'accompagnement export par filière et destination, avec contrôles sanitaires, assurance et protection des marques. Dans la restauration collective, utiliser les critères de qualité et de durabilité compatibles avec les règles de commande publique ; ne pas prétendre qu'une préférence nationale absolue est immédiatement libre.

52. Des produits accessibles sans écraser l'agriculteur

Développer circuits efficaces, lutte contre gaspillage et information sur origine et qualité. Le soutien alimentaire ciblé aux ménages relève du chapitre pouvoir d'achat, sans double financement. Comparer le prix consommateur et la rémunération producteur sur les mêmes produits.

Application. Agriculture, filières, collectivités et partenaires européens. Projets collectifs sous 12-24 mois ; marchés export selon autorisations et demande.

Arbitrage. Exporter davantage peut aussi tendre l'offre intérieure. Diversification, capacités et engagements contractuels doivent précéder la promesse de baisse générale des prix.

À mesurer. Revenu agricole, coût logistique, gaspillage, ventes récurrentes et prix à qualité comparable.

« Manger français ne doit pas vouloir dire payer plus pour rémunérer moins l'agriculteur. »

Repères : [S12] - détails et limites en fin de document.

PILIER 14 / PROPOSITIONS 53-56

Transports, territoires et mobilité

Ton intention. Insister sur l'effort individuel et refuser que le lieu de vie détermine le destin.

Choix de rédaction. La liberté de réussir est conservée ; l'affirmation selon laquelle le lieu n'a aucun effet est corrigée. Les travaux de l'Insee montrent des différences territoriales d'opportunités. Lever ces freins est cohérent avec le mérite.

53. Pouvoir rejoindre un emploi

Cibler les horaires décalés, zones d'activité et territoires où la desserte manque : transport à la demande, covoiturage organisé et solutions locales. Construire les services avec régions, intercommunalités et employeurs. Ne pas financer une ligne sans étudier son usage et son fonctionnement.

54. Ne pas laisser un entretien échouer faute de trajet

Améliorer les aides de mobilité existantes et leur accès, sous critères objectifs. Couvrir les déplacements nécessaires à un entretien, une formation ou une prise de poste. L'aide carburant du chapitre 1 et ce soutien ne se cumulent pas deux fois sur la même dépense.

55. Des services essentiels accessibles

Consolider des lieux d'accompagnement administratif et numérique, avec permanences professionnelles selon les besoins. Mesurer accès réel, délais et capacité à résoudre une démarche. Un bâtiment inauguré ne constitue pas un service s'il n'a ni horaires utiles ni personnel.

56. Une politique adaptée aux outre-mer

Traiter séparément continuité des transports, eau, résilience aux risques et accès aux services, en lien avec chaque territoire. Éviter la copie automatique d'une solution métropolitaine. Les investissements sont décidés avec diagnostic local, programmation et suivi des coûts.

Application. Transports, collectivités, acteurs de l'emploi et outre-mer. Pilotes dès 6-12 mois ; travaux structurants selon programmation territoriale.

Arbitrage. Tous les territoires ne peuvent disposer des mêmes infrastructures. La promesse porte sur l'accès aux possibilités essentielles, avec solutions différenciées et coûts publiés.

À mesurer. Temps pour rejoindre emploi/soins, participation aux entretiens et utilisation réelle des services.

« La motivation ne remplace pas le dernier bus. »

Repères : [S10] - détails et limites en fin de document.

PILIER 15 / PROPOSITIONS 57-60

Numérique, médias et intelligence artificielle

Ton intention. Préparer les jeunes à vivre et travailler dans une société technologiquement plus avancée.

Choix de rédaction. Orientation technologique conservée et élargie à la souveraineté, aux compétences des adultes et à la protection des utilisateurs. Tes activités privées ne doivent pas être favorisées par ces mesures.

57. Un socle pratique de culture numérique

Relier la formation des élèves au chapitre école et proposer des modules pour adultes : données, cybersécurité, vérification et usages professionnels. Évaluer une tâche réalisée, pas simplement une présence en formation. Éviter un nouveau catalogue concurrent des ressources publiques existantes.

58. Un accès à l'IA pour les petites entreprises

Tester des diagnostics et expérimentations de taille limitée avec prestataires mis en concurrence. Définir un problème concret, les données nécessaires et le retour attendu. Ne pas financer des abonnements sans usage ni transférer des informations sensibles vers un outil non évalué.

59. Des démarches assistées, jamais sans recours humain

Utiliser l'automatisation pour aider à classer, rechercher ou préparer une réponse. Pour les décisions qui affectent des droits, prévoir contrôle, explication et possibilité de contestation selon le cadre applicable. Une erreur d'outil ne doit pas laisser un usager sans interlocuteur.

60. Protéger les comptes et le pluralisme

Améliorer prévention du piratage, orientation vers les recours et compréhension des règles des plateformes. Défendre liberté de la presse et transparence. Ni suppression politique d'avis critiques ni promesse de faire disparaître toute information gênante ; déclaration et gestion des conflits d'intérêts avec tes entreprises.

Application. Numérique, Éducation, Travail, autorités compétentes et acheteurs publics. Pilotes de 6-12 mois, avec évaluation des données et de la sécurité.

Arbitrage. Le progrès technique peut déplacer les tâches et accroître certaines dépendances. Accompagner les transitions ; ne pas prédire la disparition certaine de professions entières.

À mesurer. Compétences démontrées, temps réellement gagné, incidents et qualité des recours humains.

« Une administration peut utiliser une IA. Elle doit toujours répondre de ses erreurs. »

Repères : [S01] · [S07] - détails et limites en fin de document.

PILIER 16 / PROPOSITIONS 61-64

Institutions, autorité et libertés

Ton intention. Un pouvoir fort qui décide et applique rapidement plutôt que multiplier les consultations.

Choix de rédaction. Exigence d'exécution conservée. Le président ne remplace pas le Parlement. L'autorité s'exerce avec mandat, procédures et contrôle ; supprimer les contre-pouvoirs n'est pas une simplification administrative.

61. Un calendrier législatif concentré

Présenter peu de réformes prioritaires avec calendrier, responsable, étude d'impact et financement. Organiser les consultations utiles dans un délai annoncé. Les textes sont soumis au Parlement ; les procédures constitutionnelles applicables ne deviennent pas une dispense générale de débat.

62. Un tableau public des engagements

Publier l'état des mesures : proposée, votée, financée, décret publié, mise en œuvre. Expliquer les retards et changements. Ne pas noter un ministre sur ses vues médiatiques ou transformer un indicateur simpliste en sanction automatique.

63. Décider au bon niveau

Identifier ce qui relève de l'État, de la commune, du département, de la région ou de l'Union européenne. Réduire les procédures en doublon et clarifier qui tranche. Une politique décidée loin du terrain n'est pas forcément exécutée plus rapidement.

64. Des pouvoirs contrôlés et des droits garantis

Préserver justice indépendante, liberté de la presse, contrôle des dépenses et voies de recours. Renforcer la transparence des conflits d'intérêts. Une éventuelle révision institutionnelle suit sa procédure propre ; elle ne se réalise pas par simple annonce présidentielle.

Application. Présidence, gouvernement et Parlement dans leurs compétences. Tableau d'engagements dès 100 jours ; réformes selon les procédures et majorités nécessaires.

Arbitrage. Une décision rapide mal instruite peut être annulée, mal appliquée ou plus coûteuse. La prévisibilité et la qualité de l'exécution font partie de l'autorité.

À mesurer. Mesures réellement appliquées, délais des textes d'application et résultats des évaluations publiques.

« Moins de lois annoncées. Davantage de lois appliquées. »

Repères : [S01] - détails et limites en fin de document.

Culture, sport et vie associative

Ton intention. Donner une place aux sports, loisirs et lieux de rencontre.

Choix de rédaction. Orientation conservée et précisée : accès aux équipements, initiatives locales et responsabilité des financements. Les loisirs ne sont pas opposés à l'effort ; ils contribuent à la vie commune.

65. Ouvrir les équipements quand ils sont disponibles

Expérimenter des conventions pour utiliser certains équipements scolaires et publics en dehors de leurs horaires habituels. Prévoir encadrement, entretien, assurance et respect du voisinage. Publier les créneaux réellement ouverts, pas seulement le nombre d'établissements inscrits.

66. Des activités accessibles près de chez soi

Soutenir les associations et clubs qui accueillent des publics éloignés de la pratique, avec critères simples et contrôles proportionnés. Adapter les locaux au handicap. Comparer la fréquentation régulière plutôt que distribuer une aide qui ne finance qu'une première visite.

67. Créer et se produire sans dépendre d'un carnet d'adresses

Ouvrir des appels locaux transparents pour petites scènes, expositions et projets. Utiliser les lieux existants et des jurys à intérêts déclarés. La liberté de création reste protégée ; l'aide n'est pas conditionnée à un soutien politique.

68. Simplifier la vie des bénévoles

Mutualiser formulaires, assurances et démarches compatibles entre dispositifs. Donner un interlocuteur pour les petites associations. Préserver la capacité de contrôle sans demander aux bénévoles de remplir plusieurs dossiers identiques pour une même activité.

Application. Sports, Culture, collectivités, établissements et associations. Conventions pilotes en 6-12 mois ; cofinancement explicite des frais d'ouverture.

Arbitrage. Ouvrir gratuitement un lieu ne rend pas son fonctionnement gratuit. Éviter une promesse nationale de loisirs illimités sans personnel ni budget.

À mesurer. Heures ouvertes, fréquentation régulière, accessibilité et temps administratif des bénévoles.

« Un gymnase vide le soir, c'est une occasion perdue. »

Complément proposé : objectifs et modalités à expertiser, sans résultat annoncé comme acquis.

Europe, diplomatie et défense

Ton intention. Une France forte, indépendante et capable de tenir sa place dans le monde.

Choix de rédaction. Souveraineté et puissance conservées. L'indépendance se construit par des capacités et des alliances choisies ; elle ne signifie ni autarcie ni liberté d'ignorer les engagements existants.

69. Des armées capables, au-delà des annonces

Prioriser entraînement, maintenance, recrutement, stocks et capacité industrielle en fonction des besoins établis. Articuler toute nouvelle mesure avec la programmation existante. La liste des capacités souhaitées ne devient pas un budget supplémentaire sans estimation et calendrier.

70. Réduire les dépendances critiques

Cartographier les dépendances en énergie, médicaments, composants, cloud et matières stratégiques. Diversifier les fournisseurs et soutenir les capacités pertinentes en France et en Europe. Tout rapatrier n'est ni possible ni nécessaire ; fixer des priorités justifiées et des solutions de continuité.

71. Une Europe utile aux intérêts français

Défendre concurrence loyale, sécurité économique et projets communs lorsque l'échelle européenne apporte une capacité réelle. Les accords commerciaux et certaines règles se décident collectivement. Négocier des changements précis plutôt qu'annoncer que la France pourra les modifier seule.

72. Une diplomatie d'intérêts et de coopération

Développer partenariats économiques, scientifiques, culturels et de sécurité diversifiés. Évaluer les programmes d'aide selon leurs objectifs et leurs résultats. Coopérer avec les pays d'origine et de transit sur l'immigration sans promettre un accord ou un résultat qui dépend aussi de leur décision.

Application. Affaires étrangères, Armées, Économie, Parlement et partenaires. Revue des priorités en 6 mois ; trajectoire de capacités sur plusieurs années.

Arbitrage. Exporter davantage vers un pays peut accroître une dépendance stratégique. La politique économique et la défense doivent utiliser la même analyse des risques.

À mesurer. Disponibilité des capacités, réduction des dépendances et résultats des partenariats.

« L'indépendance se mesure dans nos capacités, pas dans nos discours. »

Repères : [S01] · [S12] - détails et limites en fin de document.

RENFORCEMENT / SÉCURITÉ ET PROPRIÉTÉ

La loi doit protéger ceux qui la respectent

LIGNE POLITIQUE

Refuser la banalisation des violences et de l'intimidation. L'autorité publique doit protéger la liberté de vivre, de travailler et d'habiter sans subir la loi des délinquants.

Un propriétaire doit pouvoir récupérer son bien

Proposer un guichet unique pour les dossiers de squat, un interlocuteur identifié et le suivi de chaque décision jusqu'à la restitution. Mobiliser les moyens préfectoraux et judiciaires adaptés ; publier les délais et les raisons des blocages. Le propriétaire déclenche la procédure et obtient l'intervention des autorités compétentes.

Droit actuel : une expulsion forcée par le propriétaire lui-même est interdite. Distinguer le squat des impayés de loyer et des autres litiges d'occupation. Le programme propose une exécution plus rapide avec les recours applicables, pas une éviction privée par la violence. [S16]

Une victime a le droit de se défendre

Faire mieux connaître la légitime défense et faciliter l'accès rapide à un avocat, aux preuves et aux soins après une agression. Prévoir un accompagnement psychologique et administratif, notamment pour les victimes de violences sexuelles et les enfants. La justice apprécie les faits individuels.

Ce droit existe déjà : face à une attaque injustifiée, la riposte doit être immédiate, nécessaire et proportionnée. Ce n'est pas un droit de vengeance après les faits. La défense d'un bien ne justifie pas un homicide volontaire. [S17]

Crimes graves : une fermeté à la hauteur des faits

Pour les personnes condamnées pour meurtre ou viol d'enfant : donner la priorité à l'exécution des peines prononcées, aux capacités nécessaires et à la protection contre la récidive. Proposer une évaluation spécialisée avant les décisions de sortie concernées, un suivi renforcé et des interdictions de contact adaptées, sous contrôle judiciaire.

L'exigence humaine va d'abord à l'accueil et à la réparation des victimes. La sévérité pénale reste compatible avec la dignité, les soins et les droits fondamentaux de toute personne détenue. Moyens, critères et modifications législatives devront être chiffrés et débattus.

« Protéger les victimes. Faire respecter la propriété. Exécuter les peines. »

MESURE PHARE / 1

Investir en France, désendetter la France

L'AMBITION

Aller chercher des investisseurs étrangers et français pour construire des usines, développer les entreprises et produire davantage en France. Transformer les retombées publiques nettes en contribution au redressement des comptes, avec une maîtrise des dépenses.

Partir du bon chiffre

La dette publique de Maastricht atteint 3 536,1 milliards d'euros fin mars 2026, soit 117,5 % du PIB selon l'Insee. Ce montant couvre l'ensemble des administrations publiques. La référence à « 3 000 milliards » est donc actualisée. [S18]

1. Prospecter sur des projets concrets

Mobiliser les réseaux existants de promotion économique autour d'un catalogue de projets : industrie, énergie, logistique, recherche et numérique. Pour chaque projet : terrain, besoins en compétences, calendrier, montant de capitaux recherché et autorisations nécessaires. Distinguer annonces, engagements signés et argent effectivement investi.

2. Un contrat d'investissement exigeant

Négocier des investissements productifs, des emplois et des activités réelles en France. Limiter les aides dans le temps, publier leur coût et prévoir leur récupération en cas de non-respect contractuel. Accélérer la coordination administrative sans supprimer les contrôles ni garantir la rentabilité privée.

3. Préserver la maîtrise des secteurs sensibles

Appliquer le contrôle des investissements étrangers et les conditions nécessaires à la protection des intérêts nationaux. Examiner les risques de dépendance, la gouvernance et l'accès aux technologies sensibles. Aucun actif stratégique n'est promis à la vente dans ce programme. [S20]

4. Affecter des gains réels au redressement

Dans les budgets votés, consacrer les recettes supplémentaires nettes vérifiées et les économies réalisées à la réduction du déficit puis, lorsque la situation le permet, de la dette. Déduire les aides, infrastructures, garanties mobilisées et autres coûts publics. Éviter de compter deux fois ces gains pour financer aussi des baisses d'impôts.

« Attirer les capitaux. Produire en France. Réduire notre dette. »

MESURE PHARE / 2

Un mécanisme vérifiable, pas un effacement magique

Opération	Effet sur la dette publique
Investissement privé dans une usine	Finance l'entreprise. Seules les retombées publiques nettes peuvent contribuer aux comptes publics ; le capital investi ne va pas directement rembourser l'État.
Vendre la dette : obligations	L'État vend des titres pour emprunter ou refinancer des échéances. Un créancier peut revendre ses titres : l'argent de cette revente va au vendeur, pas à l'État. La dette reste due. [S19]
Cession d'un actif public non stratégique	Recette ponctuelle pouvant réduire le besoin d'emprunt si elle y est affectée. Déduire frais et revenus futurs perdus ; évaluer aussi le patrimoine public.
Économies et recettes récurrentes nettes	Améliorent le solde budgétaire. Leur effet dépend aussi des intérêts, des autres dépenses et des opérations financières.

Vendre des titres pour financer la France

Élargir la base d'investisseurs étrangers et français dans le cadre de la gestion de l'Agence France Trésor. Rechercher des conditions favorables, sans promettre une baisse des taux. Une revente à prix réduit entre créanciers ne réduit pas automatiquement le montant dû par l'État. [S19]

Calendrier proposé

100 jours : inventaire des projets et coûts publics. Sous 12 mois : trajectoire budgétaire soumise au Parlement et conventions publiées. Aucun engagement étranger n'est acquis.

Le tableau de bord trimestriel

Publier capitaux effectivement déployés, emplois créés, aides versées, recettes nettes estimées puis constatées, déficit, intérêts, dette en euros et dette rapportée au PIB. Faire examiner les hypothèses et écarts par une évaluation indépendante ; corriger les mesures insuffisantes.

Le critère de réussite

Viser d'abord une trajectoire soutenable du ratio dette/PIB, puis une baisse durable du stock de dette. Le ratio peut diminuer alors que le montant en euros augmente : publier les deux. Réduire le déficit ralentit l'endettement mais ne suffit pas nécessairement à diminuer le stock.

Engagement : contribuer au désendettement, sans promettre un effacement. L'ampleur et le calendrier restent à chiffrer dans le budget national.

EXÉCUTION

Cinq priorités et un ordre d'action

Priorité 1 / Sécurité, justice et immigration

Traiter les délais, l'exécution et les moyens opérationnels. Commencer par le diagnostic des goulots d'étranglement et l'instruction des dossiers, puis décider les renforts et réformes. Ne pas annoncer des résultats d'éloignement qui dépendent de décisions individuelles et de partenaires.

Priorité 2 / Travail et entreprise

Simplifier la première embauche et les démarches. Chiffrer les allègements de cotisations et les options d'IS avec leurs effets par catégorie d'entreprise. Les expérimentations de commande publique ont une enveloppe distincte.

Priorité 3 / École et compétences

Préparer les enseignants, le socle IA et les projets. Une rentrée ne se réorganise pas en quelques semaines ; tester avant de généraliser.

Priorité 4 / Santé et logement

Renforcer les capacités utiles et la coopération ; ouvrir des projets immobiliers réalisables. Séparer décisions rapides, recrutements et travaux de plusieurs années.

Priorité 5 / État et souveraineté

Lancer la mesure phare investissement et désendettement (pages 25-26). Revoir les tâches publiques et protéger les actifs stratégiques. Publier coûts et recettes nettes, puis adapter la trajectoire budgétaire.

Horizon après prise de fonctions fictive	Livrable attendu
100 jours	Calendrier public ; dossiers de chiffrage ; diagnostic ciblé des blocages ; priorités de textes. Aucun pouvoir nouveau supposé.
6 à 12 mois	Textes examinés ; crédits identifiés et votés ; lancement des pilotes et des formations ; premiers tableaux de bord.
Années 2 et 3	Évaluations indépendantes ; extension, modification ou arrêt des pilotes ; investissements et recrutements programmés.
Années 4 et 5	Bilan des résultats et des coûts ; capacité réelle de financer des extensions et baisses d'impôts.

FINANCEMENT

Un programme ne s'autofinance pas par slogan

RÈGLE DE SINCÉRITÉ

Le programme national n'est pas intégralement chiffré. Aucun total de baisse d'impôts, économie de fonctionnaires ou gain de croissance n'est présenté comme vérifié. Les 110 M€ de la page suivante concernent seulement sept pilotes proposés.

Les dépenses à isoler

Séparer baisse de recettes fiscales, compensation des cotisations sociales, dépenses annuelles de personnel, investissement ponctuel et engagements futurs. La capitalisation ne fait pas disparaître les pensions à payer. Une vente d'actif public ne finance pas durablement une charge annuelle.

Les ressources recevables

Pour chaque extension : identifier une ligne budgétaire réduite ou une ressource nouvelle votée, préciser le calendrier et déduire les coûts de transition. Les économies d'audit ne comptent qu'une fois réalisées et pérennes. Le recours à la dette doit être explicite, avec sa charge financière, et non caché derrière le mot investissement.

Les recettes non comptées à l'avance

Ni croissance espérée, ni TVA supposée récupérée sur les loisirs, ni fraude théoriquement supprimée, ni économies généralisées du numérique. Ce sont des hypothèses à tester, pas des crédits disponibles.

Réforme	Donnée manquante avant engagement
Allègements salariaux	Salaires éligibles, coût actuel après allègements, effet d'aubaine, compensation de la Sécurité sociale.
TVA essentielle et IS	Assiettes, taux cibles, incidence sur prix et investissements, manque à gagner annuel.
Santé / justice / logements	Postes, recrutement, travaux, exploitation et temps nécessaire pour ouvrir les capacités.
Retraite complémentaire	Cotisations nouvelles, abondement, frais, garanties éventuelles et coût de transition.

Arbitrage proposé : si les économies vérifiées ne suffisent pas, différer d'abord les baisses fiscales générales et extensions de pilotes. Ne pas promettre simultanément zéro dette supplémentaire, forte baisse d'impôts et augmentation de tous les services.

BUDGET DE TEST / HYPOTHÈSE

Sept pilotes, un plafond de 110 M€

Cadrage proposé sur 24 mois, avec environ 12 mois d'exploitation pour les pilotes concernés.
Montants construits pour fixer une taille de test : ce ne sont ni des devis ni une estimation validée des coûts réels. M€ = millions d'euros.

Pilote / périmètre	Calcul proposé	Plafond
Administration : 20 services	20 × 1 M€ de transformation + 8 M€ de moyens communs et évaluation	28 M€
Premiers projets : 10 000 participants	10 000 × 1 000 € + 5 M€ d'accompagnement et gestion	15 M€
École : 100 établissements	100 × 100 000 € + 5 M€ de formation et évaluation mutualisées	15 M€
Organisation de soins : 10 territoires	10 × 2 M€ + 3 M€ de coordination et évaluation	23 M€
Mobilité : 10 000 bénéficiaires	10 000 × 600 € + 2 M€ de gestion et évaluation	8 M€
Équipements : 200 sites	200 × 25 000 € + 2 M€ de coordination	7 M€
Logement : faisabilité de 50 sites	50 × 60 000 € + 1 M€ d'ingénierie commune ; pas de travaux	4 M€
SOUS-TOTAL	Sept périmètres distincts	100 M€
Réserve	10 % du sous-total, non engagés au départ	10 M€
PLAFOND TOTAL	Aucun coût national inclus par extrapolation	110 M€

Financement à décider : 100 M€ de crédits précisément identifiés et votés, plus 10 M€ de réserve. Aucun redéploiement n'a été identifié ici : sans crédits, on réduit ou on ne lance pas. Ce tableau ne justifie donc pas une annonce de mesures déjà financées.

Exclusions : baisses de TVA/IS/cotisations, pensions, hôpitaux neufs, construction de logements, prisons, centrales, défense, prestations nationales. Ne pas additionner de nouveau ces pilotes au coût d'une généralisation qui les inclurait. Pour un lancement réel, expertiser marchés, coûts unitaires, frais complets et modalités de sélection.

FORMULES FORTES / 1

Surprendre avec une proposition défendable

Des titres pour un public général, reliés aux mesures. Ils expriment une proposition, pas une réalisation déjà obtenue. Dans la fiction, conserver son identification sur l'extrait.

Le CV sans le nom de l'école / mesure 09

Tester une présélection par compétences sur les postes non réglementés. Limite : Ne pas prétendre supprimer tous les diplômes.

Un gymnase vide le soir, c'est une occasion perdue / mesure 65

Ouvrir certains équipements par convention, avec personnel et entretien. Limite : Ne pas annoncer une ouverture partout sans moyens.

Ton premier projet, même sans parents investisseurs / mesure 21

Bourse pilote de 1 000 € pour 10 000 participants sélectionnés et accompagnés. Limite : Ce n'est pas 1 000 € automatiques pour tous les jeunes.

Le budget de l'État, enfin lisible / mesure 14

Une présentation compréhensible des missions et dépenses. Limite : Ne pas inventer un traçage exact de chaque euro individuel.

L'État doit parfois devenir client / mesure 07

Des marchés pilotes concurrentiels pour des solutions utiles. Limite : Pas de commande garantie à une entreprise amie.

Une loi n'est pas livrée quand elle est annoncée / mesure 62

Tableau distinguant vote, financement et application. Limite : Pas de sanction automatique liée à un classement simpliste.

La baisse de charges doit se voir sur la paie / mesure 01

Allègement ciblé associé à une hausse durable contrôlée. Limite : Aucun montant net universel non financé.

Réparer les fuites avant la photo officielle / mesure 47

Programme ciblé de travaux sur les réseaux d'eau. Limite : Les économies ne sont pas connues avant diagnostic.

Une administration doit répondre de son IA / mesure 59

Contrôle, explication et recours humain. Limite : Pas de promesse de supprimer toutes les erreurs.

FORMULES FORTES / 2

Surprendre avec une proposition défendable

Des titres pour un public général, reliés aux mesures. Ils expriment une proposition, pas une réalisation déjà obtenue. Dans la fiction, conserver son identification sur l'extrait.

Une peine décidée doit être une peine exécutée / mesure 38

Moyens d'exécution et suivi des décisions judiciaires. Limite : Ne pas promettre prison automatique ou absence de recours.

Le français doit être une compétence réelle / mesure 43

Cours disponibles, évaluation adaptée et intégration exigeante. Limite : Pas de généralisation sur une origine ou une religion.

La fermeté vise aussi ceux qui exploitent l'irrégularité / mesure 44

Enquêter sur filières, faux papiers et employeurs impliqués. Limite : Ne pas qualifier une personne de coupable sans décision.

Ton loyer doit pouvoir se vérifier / mesure 33

Outils d'information et application des règles locales concernées. Limite : Pas de baisse générale annoncée par simple décret.

La motivation ne remplace pas le dernier bus / mesure 53

Pilotes de mobilité vers études, formation et emploi. Limite : Ne pas promettre une desserte permanente partout.

L'IA passe aussi un contrôle de connaissances / mesure 19

Des exercices où l'élève détecte et corrige les erreurs d'un outil. Limite : Ne pas présenter toute réponse générée comme fiable.

Le privé doit prouver son efficacité / mesure 26

Coopérations hospitalières évaluées avec obligations explicites. Limite : Ne pas garantir que le statut privé résout les pénuries.

La retraite ne doit pas devenir un deuxième loyer / mesure 29

Complément progressif, frais et transition examinés. Limite : Aucun rendement assuré ni effacement des pensions actuelles.

L'indépendance se mesure dans nos capacités / mesure 69

Priorités industrielles, militaires et énergétiques. Limite : Pas d'autonomie absolue ou de nouveaux traités garantis.

SOURCES ET PORTÉE / 1

Repères vérifiés, propositions à expertiser

Consultation le 9 septembre 2026. Les sources étayent les repères factuels et les contraintes citées ; elles ne valident ni les mesures proposées, ni leurs coûts, ni leurs résultats. Les liens sont cliquables.

[S01] Constitution du 4 octobre 1958

Conseil constitutionnel, texte consulté le 09/09/2026. Compétences, Parlement, justice et révision.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S02] Impôt sur les sociétés : taux et conditions

DGFIP. Taux normal et tranche réduite ; ne décrit pas le coût des réformes proposées.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S03] TVA : taux du quotidien

Ministère de l'Économie. Taux applicables notamment aux denrées alimentaires.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S04] Directive TVA, version consolidée consultée

EUR-Lex, consolidation du 01/01/2024. Art. 98 et annexe III ; dispositions relatives aux taux préférentiels sur combustibles fossiles. À recontrôler lors de la rédaction d'un texte fiscal.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S05] Stages : obligations de l'employeur

Service Public Entreprendre. Encadrement des stages et limites d'accueil.

[Ouvrir la source officielle](#)

SOURCES ET PORTÉE / 2

Repères vérifiés, propositions à expertiser

[S06] Aides à l'embauche d'alternants

Ministère du Travail, questions-réponses. Conditions propres aux aides et grandes entreprises ; ce n'est pas une obligation générale d'embaucher tout jeune.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S07] Cadre d'usage de l'IA en éducation

Éducation nationale, juin 2025. Le programme propose un renforcement, pas la création d'une politique inexistante.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S08] Les établissements de santé en 2023, édition 2025

DREES. Organisation, activités et comptes des secteurs hospitaliers. Aucun effet supérieur du privé n'est déduit du seul statut.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S09] Présentation générale sur la capitalisation

Conseil d'orientation des retraites, document de décembre 2025. Difficultés du passage de la répartition à la capitalisation.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S10] Mobilité intergénérationnelle des revenus

Insee Analyses n° 73, 2022. Différences de mobilité et d'opportunités selon les territoires ; ne détermine pas le destin individuel.

[Ouvrir la source officielle](#)

SOURCES ET PORTÉE / 3

Repères vérifiés, propositions à expertiser

[S11] Complément de loyer : règles

Service Public. Références et limites applicables dans les dispositifs concernés ; l'encadrement n'est pas inventé par ce programme.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S12] Politique commerciale commune de l'UE

EUR-Lex. Compétence européenne et rôle des institutions dans la politique commerciale.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S13] Emploi des armées sur le territoire national

Ministère des Armées, doctrine de cadre juridique 2017/2018. Appui encadré et réquisition ; ce document ancien n'est pas un avis sur une opération particulière en 2026.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S14] Capacité contributive et égalité devant les charges

Conseil constitutionnel, commentaire 2019-795 DC. Repère juridique pour l'examen d'une réforme fiscale ; aucun barème nouveau n'est validé ici.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S15] Conditions de résidence et prestations sociales

Conseil constitutionnel, commentaire 2023-1039 QPC. Les conditions d'éligibilité demandent une analyse par prestation et situation ; pas de validation d'une exclusion générale.

[Ouvrir la source officielle](#)

SOURCES ET PORTÉE / 4

Repères vérifiés, propositions à expertiser

[S16] Squat : récupérer un logement

Service Public, consulté le 09/09/2026. Procédures applicables et interdiction de procéder soi-même à une expulsion forcée.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S17] Légitime défense

Service Public, consulté le 09/09/2026. Défense immédiate, nécessaire et proportionnée, appréciée par la justice.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S18] Dette publique au premier trimestre 2026

Insee, Informations rapides n° 158. Dette de Maastricht : 3 536,1 Md€, soit 117,5 % du PIB ; données consultées le 09/09/2026.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S19] Gestion de la dette de l'État

Agence France Trésor. Périmètre et instruments de dette ; le financement obligataire reste une dette à rembourser.

[Ouvrir la source officielle](#)

[S20] Contrôle des investissements étrangers

Direction générale du Trésor. Autorisation préalable pour certaines opérations dans des secteurs sensibles.

[Ouvrir la source officielle](#)

UTILISATION DU DOCUMENT

Pour chaque annonce : garder le périmètre, le caractère proposé et la condition de financement. Ce document développe ton projet de fiction ; il ne certifie pas une candidature, une conformité juridique exhaustive ou un équilibre budgétaire national.

Base de rédaction : ton tableau de 18 piliers et ta précision « approche de droite sur la sécurité, immigration, économie ». Les ajouts sont signalés ; les formulations humiliantes ou les faits non établis ne sont pas repris comme diagnostics.